

ARMENIE : FICHE PAYS – OCTOBRE 2023



Catégorie OCDE (2023) : 6/7
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB-/Ba3/BB-
 Change : dram/ régime de change flottant

Horizon de réduction des émissions de GES: -40% à l'horizon 2030

FORCES

- Importantes ressources minières (or, cuivre)
- Soutien financier international
- Amélioration de la gestion des finances publiques
- Secteur bancaire résilient

FAIBLESSES

- Pays de petite taille, enclavé, vulnérable aux chocs extérieurs
- Dépendance économique, commerciale, financière et politique vis-à-vis de la Russie
- Tensions politiques et sociales accentuées par les conséquences de la crise du Haut Karabagh

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : amélioration économique, détérioration politique

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : l'économie arménienne a bénéficié d'importants flux de capitaux et de l'installation de ressortissants et de sociétés russes qui ont soutenu son activité en 2022 (+12,6%). La croissance devrait ralentir en 2023 compte tenu de l'affaiblissement des flux, mais resterait soutenue à +7%. Elle pourrait converger vers son niveau de long terme (+ 4,5% à +5%) en 2024. Le contexte international ainsi que les conséquences de la crise au Haut Karabagh font toutefois peser d'importantes incertitudes sur ces prévisions.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : l'amélioration des finances publiques entamée en 2021 s'est accélérée en 2022 à la faveur du dynamisme de la croissance économique. La hausse des dépenses d'investissement pourrait conduire à une légère dégradation du déficit qui resterait toutefois contenu autour de -3% du PIB en 2023-24. Le ratio de dette publique, qui avait baissé de 10 pp en 2021 devrait se stabiliser autour de 50% du PIB. Le poids de la dette en devise tend à baisser mais reste élevé (près de 60%) exposant le pays au risque de change.
- **Vulnérabilité extérieure** : l'augmentation des volumes exportés vers la Russie et la bonne tenue des cours des produits d'exportation (cuivre, or) ont permis une nette amélioration du solde courant en 2022. La modération des flux d'expatriés et la baisse attendue des exportations (risques de sanctions, environnement économique international peu porteur) pourraient provoquer une dégradation du solde en 2023-24, avec un déficit qui resterait néanmoins modéré (de l'ordre de -1,5% à - 2% du PIB). Le ratio de dette extérieure continue à baisser, grâce à l'appréciation du cours du dram et pourrait se stabiliser autour de 60% du PIB en 2023-24. .
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le niveau de capitalisation du secteur bancaire est satisfaisant et tend à s'améliorer. Les prêts non performants ont nettement baissé (à moins de 2%) après la modification de leurs modalités de calcul en 2021. Ils ont légèrement progressé depuis mais restent inférieurs à 3%. Le secteur est exposé aux banques russes. Il est par ailleurs dollarisé (50% des dépôts et des crédits), donc vulnérable aux évolutions du cours de change.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Le Premier Ministre N. Pashinian, qui dirige le gouvernement depuis 2018 est l'objet de vives critiques pour sa gestion du conflit contre l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh et la perte de la province en octobre 2023. Sa position est fragilisée, mais l'absence d'alternative à ce stade pourrait favoriser son maintien au poste de Premier ministre. Les tensions politiques et sociales resteront vives.
- **Climat des affaires** : les efforts de lutte contre la corruption, première priorité de N. Pashinian à son arrivée au pouvoir, ont permis au pays de progresser nettement dans l'indice de perception de la corruption de Transparency international (du 105^{ème} rang en 2018 au 63^{ème} en 2021). Le classement selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale évolue moins favorablement.

Environnement et politique du climat :

Vulnérabilité climatique : l'Arménie est vulnérable aux conséquences du changement climatique (63^{ème} selon le classement ND Gain), en particulier au titre de son activité agricole. (risques de sécheresse et d'inondations). Le pays est faible émetteur de GES (127^{ème} sur 144 pour les émissions totales). Ses émissions proviennent pour l'essentiel du secteur de l'énergie, produite majoritairement à partir de gaz. Le gouvernement s'est engagé à doubler sa part d'énergies renouvelables à l'horizon 2030.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France
 Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Russie	30,4%	Russie	30,4%
Suisse	13,3%	Chine	15,0%
Chine	8,7%	Iran	6,8%
Bulgarie	6,7%	Allemagne	4,7%
France (23 ^{ème})	0,3%	France (10 ^{ème})	1,7%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Or, diamants	14,6%	Pétrole	15,0%
Minerais (cuivre)	10,9%	Engins mécaniques	10,5%
Tabac	9,5%	Eqpts élec.	7,9%
Fonte, fer, acier	9,4%	Véhicules	5,5%

Source: International Trade Center, CNUCED



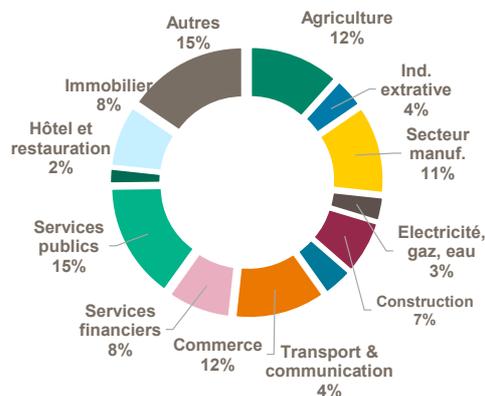
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ARMENIE	2018	2019	2020	2021	2022(e)	2023(p)	2023(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	12	14	13	14	20	25	27
<i>Rang PIB mondial</i>	138	132	133	132	134	129	127
Population (Mns)	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
<i>Rang Population mondiale</i>	130	130	130	126	126	126	125
PIB / habitant (USD)	4 196	4 596	4 268	4 680	6 588	8 282	9 090
Croissance PIB (%)	5,2	7,6	-7,2	5,7	12,6	7,0	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,5	1,4	1,2	7,2	8,6	3,5	4,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	23,7	19,4	17,0	22,7	43,9	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dettes publiques (% PIB)	55,7	53,7	67,4	63,4	49,2	47,9	48,7
Solde public (% PIB)	-1,8	-1,0	-5,4	-4,6	-2,1	-2,7	-2,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	10,2	10,0	10,7	10,8	9,5	11,8	12,5
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-7,2%	-7,1%	-4,0%	-3,5%	0,8%	-1,4%	-2,3%
IDE (% du PIB)	2,1%	1,7%	0,7%	2,5%	4,9%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	3,7	6,7	5,1	4,2	4,5	4,0	3,7
Dettes extérieures totales (% PIB)**	88%	91%	102%	100%	78%	62%	63%
Dettes extérieures CT (% PIB)*	9,1%	11,7%	12,7%	11,0%	NA	NA	NA
Taux de change	483,0	480,4	489,0	503,8	435,7	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	17,7	17,6	16,9	17,2	20,3	NA	NA
Taux de NPL	4,8	5,5	6,6	1,9	2,8	NA	NA
ROE	7,6	10,3	9,0	8,7	27,9	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	111	110	114	113	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)	47	41	47	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	98	91	85	86	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	77	63	69	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Sources: FMI (WEO 10/2023- Rapport pays 06/2023);* Banque Mondiale;**Oxford Economics;

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Structure du PIB (% Valeur ajoutée, 2022)



Source: Central Bank of Armenia



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une économie qui repose sur l'agriculture et les services**

La production agricole pèse de l'ordre de **12% du total de la production nationale** et emploie environ 30% de la population active. Les exploitations sont généralement de petite taille, limitant la productivité. Les plus importantes sont consacrées à la culture du **tabac** et du **coton**. Le secteur est d'autant plus essentiel pour le pays qu'il participe au développement de l'industrie manufacturière via la transformation agro-alimentaire (conserves, boissons...).

Le secteur secondaire reste cependant dominé par les activités d'extraction et de transformation de minerais (cuivre surtout, mais aussi bauxite, zinc, fer...) ainsi que la chimie.

Les services contribuent à plus de la moitié du PIB arménien et des emplois. Le poids du commerce et des services publics est particulièrement élevé, mais les technologies de l'information (TIC) figurent parmi les priorités du gouvernement. De nombreuses entreprises étrangères du secteur sont déjà installées en Arménie (Synopsis, Microsoft, Mentor Graphics, Ericsson, Orange).

- **Les déterminants de la forte croissance enregistrée en 2022 ne devraient pas perdurer**

L'économie arménienne a profité en 2022 de l'afflux de ressortissants russes et biélorusses, de l'installation de sociétés russes et de la forte progression des exportations vers la Russie qui ont porté la croissance à plus de **12,5%**.

L'inflation a culminé à près de **10% fin 2022** avant de baisser fortement à partir de mars 2023. Elle était quasiment nulle (+0,1%) en septembre 2023. Cette évolution s'explique par la modération des prix des biens alimentaires, mais aussi par l'appréciation du cours du dram (+20% entre début 2022 et octobre 2023) et les hausses successives de taux d'intérêt (+300 pb entre janvier 2022 et mai 2023, portant le taux à 10,75%). La banque centrale (BCA) a par la suite assoupli sa politique monétaire, ramenant progressivement son taux à 9,75 % en septembre 2023. La modération des tensions inflationnistes et la baisse des taux d'intérêt favorise la demande intérieure.

L'activité reste dynamique en 2023, notamment dans le secteur de la construction et les services (commerce, tourisme) mais tend à ralentir. Le PIB a ainsi progressé de +9% en g.a. au T2 2023 après +12,1% au T1. La demande interne devrait toutefois ralentir en fin d'année et en 2024 avec la réduction des flux de transferts d'expatriés qui ont atteint un niveau

record en 2022 (10% du PIB). L'investissement public devrait être soutenu mais la contribution des exportations à la croissance devrait être moins élevée qu'en 2022, les flux d'exportations étant davantage contrôlés par crainte de sanctions pouvant frapper les pays soupçonnés d'aider la Russie à contourner les mesures restrictives imposées après l'invasion de l'Ukraine.

Le FMI table sur un net ralentissement à **5,5% en 2023¹** après la croissance exceptionnelle de 2022 et une convergence vers le taux de croissance de long terme (+4,5%) en 2024.

Ces prévisions, qui restent positives, ne tiennent pas compte des éventuelles conséquences économiques de la crise du Haut Karabagh ni de ses répercussions sur les relations avec la Russie. Par ailleurs, l'évolution du contexte économique et géopolitique international reste très incertain, en particulier concernant les prix des matières premières, le niveau des taux d'intérêt et la demande dans les principaux marchés d'exportation de l'Arménie (Russie, UE et Chine)

- **Un système bancaire sain mais exposé au risque de change et immobilier**

L'inclusion financière est faible en Arménie. Selon une enquête réalisée par la Banque Mondiale en 2020², pour 30% des entreprises interrogées, les difficultés d'accès au financement représentent le premier obstacle pour leur activité. Des efforts sont réalisés par les autorités pour développer la digitalisation et favoriser ainsi l'accès aux financements.

Le secteur bancaire est très dépendant des banques russes, notamment de la VTB (5% des actifs bancaires arméniens), soumise aux sanctions occidentales. Les banques arméniennes ont développé de nouveaux réseaux pour assurer les relations avec les banques étrangères, sans passer par les établissements russes sanctionnés.

Le niveau de capitalisation dépassait 20 % en juin 2023, en amélioration (17% en 2021) et nettement supérieur au minimum requis de 12%.

En 2021, la BCA a modifié sa définition des prêts non performants pour retenir les créances non réglées dans un délai de 90 jours, conformément à la règlementation Bâle. Suite à cette évolution, le taux de prêts non performant a été ramené à moins de 2% en 2021 contre plus de 6,5% en 2020. Il a augmenté en 2022 mais restait inférieur à 3% en juin 2023.

Avec la forte progression des prêts à la construction et hypothécaires, l'exposition des banques au secteur immobilier s'est accentuée. Le poids des prêts hypothécaires a ainsi doublé entre 2020 et 2022 pour

¹ Rapport pays Juin 2023

² Citée dans le rapport FMI Arménie Dec. 2021



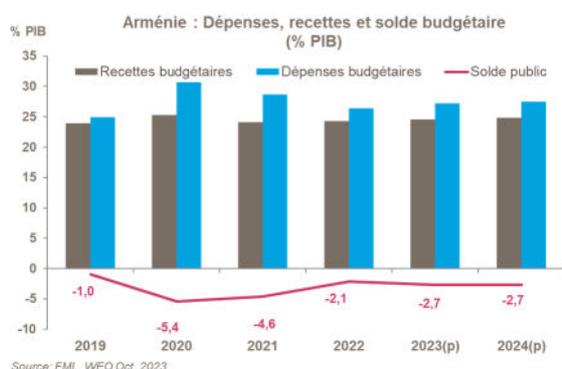
atteindre près du quart du total, un niveau équivalent à celui des prêts à la consommation.

Les dépôts, majoritairement en devises, ont augmenté de plus de 60% en 2022. Le poids des dépôts en devises, qui avait baissé pour atteindre environ 52% du total fin 2021 dépassait 57% fin 2022. Le risque de retrait brutal de capitaux est atténué, selon le FMI par le niveau élevé des actifs à court terme en devises des banques. **La détérioration des relations avec la Russie peut toutefois faire craindre un retrait de capitaux** déposés ou investis dans le système bancaire, avec des risques de déstabilisation du secteur.

La part des prêts en devises s'est fortement réduite, représentant moins de 37% du total fin mas 20233 contre plus de 50% en 2019.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Amélioration du déficit**



Le solde budgétaire s'est progressivement réduit après la nette dégradation enregistrée en 2020. La progression des recettes fiscales (TVA, impôts sur les sociétés principalement) en lien avec la hausse de l'activité et l'atténuation de la charge de la dette extérieure résultant de l'appréciation du cours du dram face au dollar, ont permis de ramener le déficit à -2% du PIB en 2022 (-3% du PIB prévu dans le projet de budget).

En 2023, la hausse des dépenses d'investissement et la progression des salaires de la fonction publique pourraient légèrement creuser **le déficit qui resterait cependant modéré, de l'ordre de -3% du PIB** selon le FMI. Cette prévision ne tient cependant pas compte de l'éventuel impact de l'afflux de réfugiés du haut Karabagh. Les aides financières accordées pourraient alourdir les dépenses publiques tandis que le ralentissement de la croissance et des exportations réduira les recettes de l'Etat. **La dégradation des finances publiques pourrait en conséquence être plus marquée que prévu par le FMI.**

- **Amélioration de la situation d'endettement mais des vulnérabilités persistent**

La dette publique a fortement augmenté suite à la détérioration des finances publiques pendant la crise COVID. **Le rebond de la croissance a permis**

d'améliorer le ratio en 2021-22, ramenant le ratio de plus de 67% en 2020 à moins de 50% en 2022, soit un niveau légèrement inférieur à celui qui prévalait avant la crise sanitaire. Selon le FMI, le ratio pourrait se stabiliser autour de 48% du PIB.

Le poids de la dette en devises tend à baisser mais représente encore 57% du total à fin août 2023³ (80% en 2017). Par ailleurs, plus de 70% de la dette publique est détenue par des non-résidents, exposant le pays aux **risques liés à la dépréciation du change et aux retraits de capitaux**. Le poids de la dette concessionnelle (80% de la dette externe est contractée auprès d'institutions multilatérales) atténuée cependant les risques. Près de 84 % de la dette publique est à taux fixe.

Le service de la dette publique (principal et intérêts) est modéré, estimé à **4,4% du PIB en 2023** (dont 2,4% au titre de la dette extérieure). Les intérêts représentaient de l'ordre de 12% des revenus et moins de 3 % du PIB en 2023.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Faible diversification des exportations**

La structure des exportations arméniennes est dominée par les produits miniers (or, diamants, minerais...) qui représentent de l'ordre du quart des exportations. Le pays est en conséquence vulnérable à l'évolution des cours, particulièrement celui du cuivre (plus du quart des recettes d'exportation en moyenne sur la période 2017-2021) et de l'or (plus de 10%). Les cours de ces matières premières ont fortement progressé au cours du 1^{er} semestre 2022 mais devraient évoluer moins favorablement en 2023-24 dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale.

Le gouvernement a engagé une stratégie de diversification en faveur de produits manufacturés à plus forte valeur ajoutée. L'Arménie exporte notamment des produits agro-alimentaires (fruits/ légumes en boîtes, surgelés, vin et produits issus de la transformation de raisins, produits laitiers ...).

L'Arménie importe le pétrole et le gaz, essentiellement de Russie, son premier fournisseur (environ 30% de ses importations). Le pays bénéficie de la modération des cours des produits alimentaires et l'impact du court élevé de l'énergie est atténué par les accords de long terme conclus avec la Russie pour l'approvisionnement en hydrocarbures, ainsi que par l'appréciation du dram face au dollar.

La forte progression des recettes d'exportation et des transferts d'expatriés (2 Mds \$ en 2022 contre 1,5 Mds en 2021 selon la Banque Mondiale⁴), a conduit au quasi équilibre du solde courant en 2022, dans un pays qui enregistre traditionnellement un déficit. Le FMI prévoit le **retour à une situation déficitaire dès 2023 (-1,4% du PIB, qui se creuserait en 2024 (-2,4%))**.

³ Ministry of Finance-Monthly public debt report 08/2023

⁴ Migration and Development Brief 38 June 2023



La dégradation pourrait être accentuée si l'Arménie ne parvient pas à réorienter les flux commerciaux orientés précédemment vers la Russie, destinataire d'environ 30% des exportations arméniennes sur la période 2018-2022. Ce poids a fortement progressé pour avoisiner 45% en 2022 (26 % en 2021), en raison essentiellement de la hausse de la réexportation de biens d'équipements provenant des pays occidentaux. A la suite de la décision des Etats-Unis et de l'Europe de sanctionner les pays qui aideraient la Russie à contourner les sanctions, le gouvernement arménien s'est engagé à réduire la vente de certains produits à la Russie pour éviter des sanctions au titre du 11^{ème} paquet de sanctions européen. En outre, la volonté affichée par l'Arménie de réduire la dépendance à la Russie après la crise du Haut Karabakh pourrait accentuer la baisse des flux vers Moscou,

La modération des flux provenant des expatriés arméniens et des migrants russes pourrait contribuer à la dégradation du solde courant en 2023 -24.

- **Dettes extérieures en repli**

La dette extérieure a commencé à baisser dès 2021 après le pic atteint en 2020 (102% du PIB) suite au choc de la pandémie et au conflit contre l'Azerbaïdjan. L'accélération de la croissance a contribué à la **réduction du ratio à 78% du PIB** en 2022. L'amélioration pourrait se poursuivre, ramenant le ratio à 62% du PIB en 2023-24 sous réserve de l'évolution favorable des finances publiques et de l'absence de forte dépréciation du dram face au dollar.

Au T12 2023, la dette externe était composée à 45% par la dette de l'Etat, 30% par celle des banques et 25% pour les entreprises (y compris dette intra-entreprises). Elle est à plus de 80% à long terme.

A fin août 2023, la dette externe publique était quasi exclusivement (plus de 97%) à conditions concessionnelles, détenue auprès de prêteurs multilatéraux (80%) ou bilatéraux (18%). L'Arménie bénéficie d'un soutien financier de la part des institutions internationales (FMI⁵, IDA, Asian Development Bank) et des Etats (notamment Russie, France et Allemagne)

L'Arménie a émis trois Eurobonds, arrivant à échéance respectivement en 2025 (500 Mns\$), 2029 (500 Mns\$) et 2031 (750 Mns\$).

L'évolution positive de la situation économique et financière du pays a conduit les agences **S&P et Fitch** à **rehausser leur rating du pays en août 2023 (BB-)**.

- **Appréciation du dram et augmentation des réserves**

L'afflux de capitaux et l'évolution favorable du solde courant ont conduit à la nette appréciation du cours

⁵ En novembre 2022, l'Arménie a obtenu un accord de principe du FMI pour un nouveau soutien financier de 166 Mns\$

du dram face au dollar, en particulier à partir du 2^{ème} trimestre 2022. La devise a ainsi gagné 20% face au dollar entre janvier 2022 et fin septembre 2023.

Après un bref décrochage de l'ordre de -8% au plus fort de la crise du Haut Karabakh fin septembre- début octobre 2023, le cours a eu tendance à se stabiliser en 2023. De nouvelles tensions sur la devise ne peuvent être exclues en lien avec la détérioration du solde courant et d'éventuelles sorties de capitaux. En tout état de cause, le pays ne devrait pas bénéficier d'autant d'entrées qu'en 2022 en provenance de Russie. Les tensions politiques consécutives à la crise du Haut Karabakh et les conséquences du conflit en Ukraine pourraient par ailleurs peser sur l'attractivité du pays pour les investisseurs hors Russie.

Les réserves de change s'établissent autour de 3,5 Mds \$ fin février 2023 (environ 4 mois d'importations). Le soutien des bailleurs de fonds internationaux devraient permettre au pays de maintenir un niveau de réserves satisfaisant. Les échéances de remboursement de l'Etat arménien au titre de la dette extérieure sont estimés à 550 Mns \$ en 2024 et d'un peu plus d'1 Md \$ en 2025 (comprenant notamment le remboursement d'un Eurobond de 500 Mns\$)⁶.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Situation politique et sociale sous tension**

Nikol Pashinian est arrivé au poste de Premier Ministre en 2018 à l'issue d'un mouvement pacifique, la « révolution de velours ».

Le mécontentement à son encontre s'est accentué au fil des années, en particulier au sujet de sa gestion de la crise du Haut Karabakh. Sa décision de conclure un accord de cessez-le-feu avec l'Azerbaïdjan fin 2020 a ainsi provoqué l'organisation d'élections anticipées en juin 2021. Le scrutin a été cependant remporté par le parti du Premier Ministre (Civil Contract party).

Début 2022, le Président A. Sarkissian, en désaccord avec le Premier Ministre, notamment sur la gestion du conflit a démissionné. Il a été remplacé par V. Khachaturyan, ancien ministre du Gouvernement Pashinyan.

L'absence de soutien aux populations du Haut Karabakh lors de l'attaque de l'Azerbaïdjan en septembre 2023, a attisé la colère de la population, provoquant des manifestations. L'accueil des réfugiés (de l'ordre de 100 000 en quelques jours) est un défi majeur qui risque d'aggraver les tensions sociales.

⁶ Ministère des finances arménien



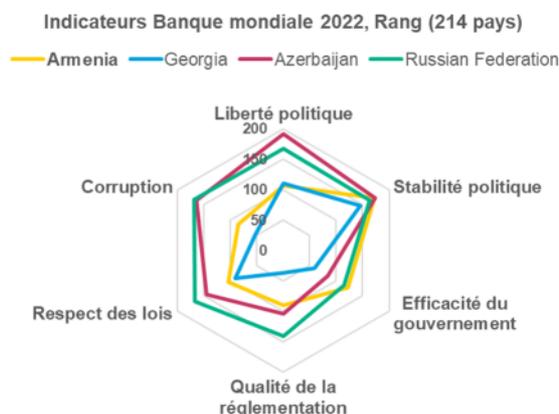
Malgré la forte baisse de popularité du Premier Ministre, l'absence de réelle opposition organisée permet à ce stade à M. Pashinian de conserver son poste. **Les tensions politiques et sociales devraient cependant rester vives.**

La perte de l'enclave du Haut-Karabagh aura en outre des conséquences sur les relations de l'Arménie avec la Russie. Les Autorités arméniennes ont ainsi reproché à Moscou son manque de soutien. Le pays, qui avait commencé à prendre ses distances avec la Russie après l'invasion de l'Ukraine⁷ devrait se tourner davantage vers les pays occidentaux. Compte tenu des liens économiques et financiers avec la Russie cette réorientation n'est pas sans risque pour l'Arménie.

- **De réels efforts de lutte contre la corruption**

La lutte contre la corruption, l'une des principales revendications de la Révolution de velours en 2018 était la priorité du programme de N. Pashinian. Les efforts réalisés depuis son arrivée au pouvoir ont permis la remontée du pays dans le classement de l'indice de perception Transparency International, du 105^{ème} rang en 2018 au 63^{ème} en 2022. Les réformes dans ce domaine se poursuivent.

S'agissant des autres indicateurs de gouvernance, l'Arménie est globalement moins bien classée que la Géorgie, mais bien mieux que l'Azerbaïdjan, selon les l'indice Banque mondiale.



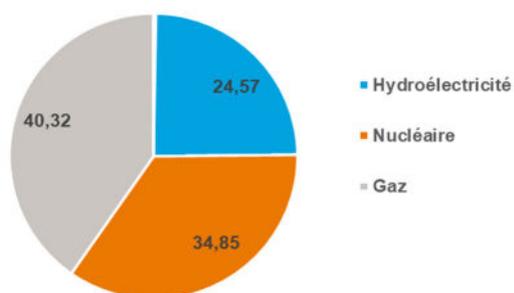
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Arménie est vulnérable aux conséquences du changement climatique (69^{ème} selon le classement ND Gain), en particulier au titre de son activité agricole. (risques de sécheresse et d'inondations).

Il est faible émetteur de GES, se classant 86^{ème} (sur 145 pays) pour émissions par habitant. En 2019, l'Arménie émettait 10 M tonnes d'équivalent CO₂, soit 0,02% des émissions mondiales. Ses émissions proviennent pour l'essentiel du secteur de l'énergie, la production d'électricité reposant à 40% sur des centrales à gaz. La progression des émissions a nettement ralenti en 2014-18 (0,3%) par rapport à la période précédente (4,6% entre 2010 et 2014).

En avril 2021 le gouvernement arménien a approuvé un plan sur 10 ans (2021-30) (Nationally Determined Contributions -NDC) définissant les objectifs de réductions des émissions de 40% par rapport à l'année de référence (1990) à l'horizon 2030. Le pays s'est notamment engagé à **doubler sa part d'énergies renouvelables d'ici 2030**. La part du solaire devrait ainsi atteindre 15% du mix énergétique (0,2% actuellement). Une nouvelle unité (Masrik-1) doit entrer en production en 2022. Par ailleurs, le secteur hydroélectrique, qui génère déjà près du quart de la production d'électricité, devrait être développé.

ARMENIA : mix électrique par sources, en % (2021=7,49 TWh)



⁷ L'Arménie n'a pas reconnu l'annexion des territoires du Donbass par Moscou.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable /Global trends, Pays développés, pétrole sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau Macroéconomie France, conjoncture ETI Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.